

UNE DYNASTIE AMÉRICAINE

les Rockefeller

**Peter Collier
David Horowitz**

SEUIL

lança-t-il dans une déclaration officielle, il est nécessaire « de développer et de resserrer les liens culturels et spirituels », compléments indispensables des liens commerciaux.

Sous sa direction, l'OIAA, déployant une activité débordante, multiplia tournées et échanges : expositions, troupes de ballet, compétitions sportives, visites d'experts ou d'hommes politiques. Programme ambitieux, au-delà de tout ce qui avait été envisagé, et qui coûtait les yeux de la tête. Lorsque Forrestal avait offert à Nelson le poste de coordonnateur, il lui avait dit que le budget annuel de l'OIAA serait de 3 millions et demi de dollars, plus les sommes qu'il pourrait soutenir au Congrès à force de cajoleries. Mais, à la fin de sa quatrième année d'exercice, Rockefeller avait obtenu et dépensé 140 millions de dollars et engagé des centaines d'employés.

Ce qui lui attira les foudres des esprits conservateurs du Congrès. De là date sa réputation de « gros dépensier », qui le poursuivra tout au long de sa carrière politique. Un fonctionnaire du département d'État critiqua sa façon de « vendre » l'image de marque des USA dans l'Hémisphère comme un exemple de « vantardise nationale » excessive. Un autre jour, un membre républicain du Congrès interrompit les débats pour accuser Rockefeller de n'être qu'un « bureaucrate du New Deal ». Mais Nelson parvint à désamorcer les critiques demeurées insensibles à son charme, et put poursuivre son exercice de corde raide. Comme le nota Henry Wallace dans ses carnets : « Aujourd'hui, j'ai donné au président la définition du coordonnateur selon Nelson Rockefeller : un homme capable d'expédier les billes aux quatre coins du billard sans perdre de vue la sienne. »

Le Bureau des affaires interaméricaines était devenu l'une des institutions les plus brillantes de Washington. Sa base d'opérations la plus visible fut la section de Publications et d'Information, dont le personnage clé était un journaliste de l'Associated Press, mince et prématurément grisonnant, Francis Jamieson. Jamieson avait obtenu le Prix Pulitzer pour un reportage bien documenté sur le rapt du bébé Lindbergh, et avait également révélé des qualités de stratégie politique de premier ordre en faisant aboutir la campagne de Charles Edison pour le gouvernement du New Jersey contre l'énorme machinerie électorale de Hague. Plus tard, il avait rencontré Winthrop Rockefeller, engagé comme lui pour le compte du Fonds du Grand New York. Et Winthrop l'avait recommandé à Nelson. Attiré par la sincérité vigoureuse de Jamieson, Nelson lui avait offert deux postes : chef des relations publiques de la Creole Petroleum, ou responsable de la publicité pour la campagne de Willkie¹ ; il les avait refusés l'un et l'autre. Mais quand se présenta un emploi à Washington, il accepta.

Ses collègues de l'OIAA le revoient, assis durant les réunions, une cigarette pendant de ses lèvres (Jamieson était un ancien alcoolique, devenu fumeur invétéré), apparemment tout occupé à se curer les ongles avec le rabat de sa

¹. Willkie (1892-1944) fut candidat républicain à la présidence en 1940 contre Roosevelt. (N.d.T.)

pochette d'allumettes. Mais ses commentaires incisifs montraient qu'il savait écouter : on en vint à compter sur lui pour résumer et analyser les discussions. Avec l'avocat John Lockwood et Wally Harrison, Jamieson entra dans le cercle des proches collaborateurs de Nelson. Il assumait le rôle de l'avocat du diable dans le bureau du coordonnateur, soutenant l'attitude du « non » systématique pour mettre à l'épreuve la solidité et la persistance des enthousiasmes subits de Rockefeller. C'est Jamieson qui eut assez d'intelligence politique pour voir dans l'OIAA le parfait tremplin pour une carrière politique au niveau national, et pour promouvoir Nelson en même temps que les programmes du bureau des affaires interaméricaines¹. Il devint vite « Frankie », le meilleur ami et conseiller qu'eut jamais Nelson.

Sous Jamieson, la section des Publications et de l'Information devint le fer de lance du programme de l'OIAA et la première agence de propagande dont se dota le gouvernement — préfiguration de l'Office of Facts and Figures d'Archibald MacLeish. Elle publia entre autres la *Guardia*, luxueuse revue mensuelle rédigée en espagnol et s'inspirant de *Life*, diffusée dans toute l'Amérique latine et qui finit par toucher plus d'un demi-million de lecteurs. La Section imprima une édition hebdomadaire du *New York Times* au Chili et la distribua partout, sauf en Argentine où la censure la refoula. A l'actif de Jamieson, également, des programmes de radio couvrant toute l'Amérique latine, précurseurs de la fameuse « Voix de l'Amérique ».

Les parties plus ambitieuses du programme du coordonnateur — encouragement au développement économique à long terme en Amérique latine, par exemple — s'avèrent bien plus difficiles à mettre en œuvre que la vente d'une bonne image de marque du « bon voisin » dans tout l'Hémisphère. En fait, la résistance aux attaques contre les conditions de vie féodales émanait en grande partie des comités de coordination installés par Nelson lui-même dans chaque pays du sous-continent. Ils étaient « composés des plus gros hommes d'affaires » (comme s'en plaignit un vieux diplomate américain dans une lettre au sous-secrétaire d'État), pour ne parler que des directeurs locaux de la Standard Oil, de la Gugenheim, de la General Electric et de la United Fruit. « Ils ont des idées très arrêtées sur ce que devrait être notre politique d'ensemble, et, généralement, des idées on ne peut plus réactionnaires². » D'importantes livraisons d'armes aux dictateurs latino-américains — contradiction interne entre ce que Rovensky appelait « l'intervention au jour le jour » et « les objectifs à long terme » — repoussèrent aux calendes grecques les

¹. « Tout en faisant mousser les États-Unis en Amérique latine, commenta la *New Republic* vers la fin de la guerre, Jamieson avait fait de Nelson Rockefeller une personnalité internationale ; travail d'orfèvre qu'Ivy Lee lui-même aurait été contraint d'admirer — et aux dépens du gouvernement des États-Unis. Personne, à part Nelson lui-même, n'est plus désireux que Francis Jamieson de voir Nelson Rockefeller marcher sur les traces politiques de son grand-père Aldrich. »

². En 1942, Rovensky fut contraint de quitter le bureau du coordonnateur. A la suite du massacre de mineurs boliviens dans les mines d'étain de Catavi et des révélations selon lesquelles l'ambassadeur US en Bolivie avait mis le feu aux poudres en intervenant pour le compte des magnats de l'étain, il fut révélé que Rovensky était vice-président des mines de Patiño, un des plus gros producteurs d'étain du pays.

réformes démocratiques et le développement économique prévus par l'IOIA.

Chez les intellectuels latino-américains, les critiques allaient bon train. Le pédagogue péruvien Luis Alberto Sanchez écrivit dans la revue *Inter American* : « En Amérique latine, la guerre a considérablement appauvri les pauvres et enrichi les riches. Elle a augmenté le pouvoir politique et militaire de l'armée... Les grandes sociétés latino-américaines d'import-export... réalisent des profits juteux. Et pendant ce temps... où sont pour l'homme de la rue les profits matériels ou moraux de cette guerre où il avait placé ses espoirs bien avant que son gouvernement eût pris position?... »

Point de vue minoritaire, cependant, parmi ceux qui comptaient. Bien avant que l'on sût avec certitude que l'issue de la guerre serait favorable aux Alliés, l'Amérique latine était entrée dans l'orbite US, situation dont le jeune Nelson Rockefeller était en grande partie l'artisan. Le 17 mai 1944, la Société Pan American lui décerna sa médaille d'or pour l'œuvre accomplie pendant la guerre. Le lendemain matin, son père lui écrivit une lettre de félicitations se terminant par ces mots : « ... Ainsi, le cœur gonflé d'orgueil et de gratitude, je dis : Bravo, mon fils, tu as bien travaillé, tu as su maintenir très haut la tradition de service public de notre famille, tu as ajouté à l'honneur du nom familial. »

En novembre de la même année, au cours d'une visite à Haïti, Nelson fut informé d'un changement à la tête du département d'État, annonciateur d'une nouvelle phase dans sa carrière washingtonienne. Cordell Hull venait de donner sa démission de ministre des Affaires étrangères; son successeur, Edward Stettinius junior, ex-directeur de l'US Steel, informa Nelson que le président désirait le nommer au poste de sous-secrétaire d'État pour les Affaires latino-américaines. Nelson, à qui son implacable ambition et sa soif de pouvoir avaient déjà valu de nombreux ennemis au département d'État, comprit la signification de la formulation de Stettinius : c'était bien le *président* qui l'appelait à ce poste, non le ministre. Allait-il accepter? Après consultation de Harry Hopkins, qui l'assura que Franklin D. Roosevelt était entièrement gagné à ses idées concernant l'ensemble de l'Hémisphère, il finit par laisser le bureau de coordonnateur à son ami Wally Harrison et accepta ce nouveau poste.

La nouvelle carrière de Nelson ne devait pas durer longtemps. Mais ses répercussions furent grosses de conséquences, émettant des ondes de choc qui eussent été inimaginables hors d'un contexte où tout l'édifice des affaires internationales subissait bouleversements et mutations. Cette carrière de sous-secrétaire ne dura que neuf petits mois; mais, pendant ce laps de temps, que d'événements! D'abord, l'ultime et décisive rencontre des Trois Grands à Yalta; l'inauguration des Nations unies à San Francisco; le lâcher de la bombe atomique à Hiroshima. Mais il y eut des changements plus profonds :

les vieux empires coloniaux de l'Europe et du Japon quittaient la scène internationale, tandis qu'une nouvelle puissance, la Russie soviétique, faisait sentir sa présence d'inquiétante façon. Avec la fin de la guerre, un monde ancien se mourait; et on assistait à la naissance d'un monde nouveau qui recevait le baptême du feu dans une guerre d'une nouvelle sorte : la guerre froide.

En 1944, Nelson, assistant à une réunion du Comité de défense interaméricain, y entendit de la bouche du président, le général Embick, qui était aussi chef d'état-major général des armées, une description pessimiste du monde de l'après-guerre. Cette réunion fit sur lui une profonde impression. A l'avenir, affirma le général Embick devant les membres du Comité de défense, on ne pourra faire la guerre qu'à coups de matières premières, de capacité industrielle, de masse de main-d'œuvre, de zones d'influence. En fait, il ne restait plus en lice que deux blocs : l'Occident et l'Union soviétique. La Chine, ajouta-t-il, maintiendrait entre eux l'équilibre de la puissance.

Avec un petit groupe d'élus qui prit part à la suite des événements, Nelson eut le sentiment d'être « présent à la création d'un monde », selon la formule mémorable et significative de Dean Acheson. Les principaux théâtres de la guerre froide allaient être d'abord l'Europe, puis l'Asie, mais, pour un bref et lourd instant du printemps 1945, un prologue révélateur au drame à venir se joua sur son propre fief : l'Amérique latine.

Les Républiques latino-américaines avaient adopté une position réservée dans la lutte contre les puissances de l'Axe. Deux seulement des vingt Républiques avaient envoyé des forces symboliques dans la zone des combats; sept autres, dont le chef de file était l'Argentine, avaient tout bonnement omis de déclarer la guerre. Vers la fin des hostilités, Rockefeller et le département d'État exercèrent des pressions pour susciter dans l'Hémisphère un front antifasciste mieux affirmé. Les nations latino-américaines qui n'avaient pas encore déclaré la guerre à l'Allemagne et au Japon furent sommées de le faire avant le 1^{er} février si elles désiraient être admises dans la nouvelle organisation des Nations unies. En même temps, Rockefeller mit en œuvre des plans destinés à réunir une Conférence interaméricaine afin de donner forme au système interaméricain qui s'ébauchait et d'élaborer un pacte de défense en bonne et due forme.

La conférence se tint dans le célèbre palais de Chapultepec, à Mexico; dès le début, ce fut un « show » Rockefeller. Dans un geste de grandiose diplomatie paternaliste, Nelson affréta un avion spécial pour assurer le transport des ambassadeurs latino-américains en poste à Washington. Le secrétaire d'État Stettinius était là, mais, d'après le témoignage de l'ambassadeur US au Mexique, « complètement perdu ». Un schisme ne tarda pas à se créer à l'intérieur de la délégation américaine, dont les implications allaient se faire sentir, deux mois plus tard, lors de l'Assemblée des Nations unies à San Francisco.

La querelle surgit à propos de l'accord de défense mutuelle (connu sous le